



Echo électoral

Note d'analyse informationnelle des élections législatives & locales 2025



L'APIC est l'Association des Professionnels de l'Information et de la Communication du Gabon. C'est une organisation qui défend et promeut les droits des communicateurs dans le pays. Elle est enregistrée sous le récépissé N°01289/MIS/CAB-M au ministère de l'Intérieur.

Pour ce faire, l'APIC Gabon organise plusieurs activités, notamment des cafés des médias, pour discuter de sujets pertinents pour le secteur de l'information et de la communication au Gabon. Ses objectifs incluent généralement :

- La promotion d'un journalisme libre, indépendant et responsable.
- Le renforcement du secteur des médias par la formation et les partenariats.
- La discussion autour de l'impact des nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle, sur le journalisme.
- La facilitation des échanges et la réflexion sur le rôle des médias dans la société gabonaise, notamment pendant les périodes de transition politique.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site officiel de l'association : www.apicgabon.org



Direction et équipe rédactionnelle

Coordination du projet : Association des Professionnels de l'Information et de la Communication (APIC Gabon)

Supervision générale : Boursier TCHIBINDA

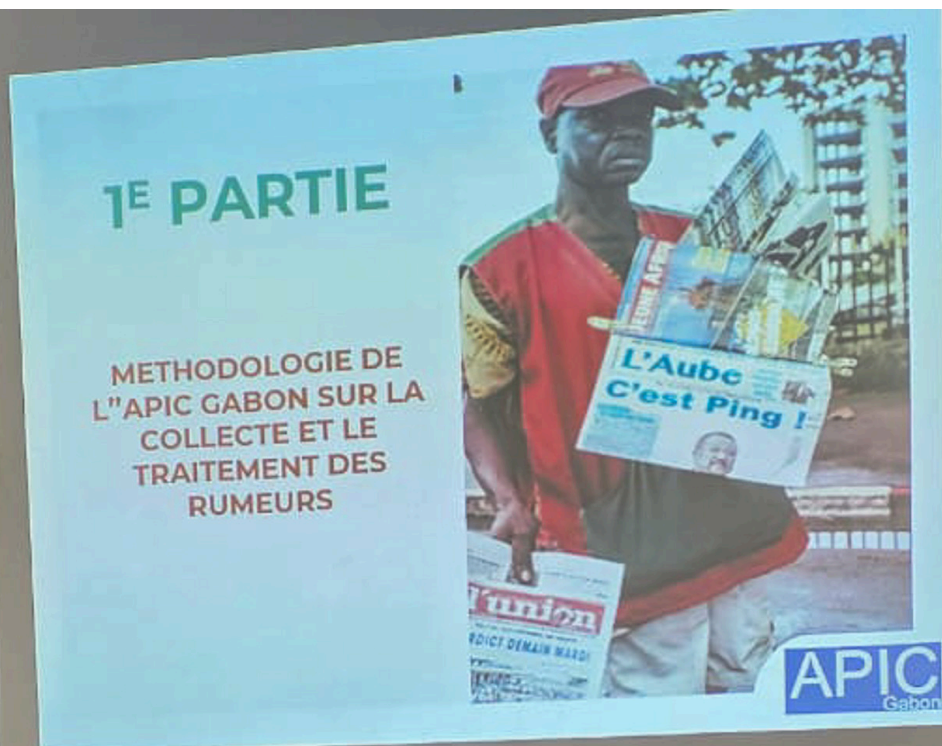
Chef de projet : Freddy EYOGUE

Contributeurs : Abel EYEGHE, Gleen-Staël MOUKIMA LEBOLA, Carelle Frida BOMBA, Orphé BOUTET, Laure NGOLO LEPEPE, Dorian Ondo ELLASSOUMOU, Maixent Georges NTOUTOUME NDONG, Jean Félix NZENGUE BOULENDE, Freddy EYOGUE, Marielle BIYOGOU, Griffin ONDO, Uriel ABAGA

Période de collecte des données : Septembre & Novembre 2025

Traitement des informations : Décembre 2025

Publication : Janvier 2026





Cette note d'analyse de la période électorale des Législatives et Locales 2025, dénommée « **Écho électoral** » se veut à la fois un instrument de décryptage et une grille de lecture destinés à la compréhension des dynamiques informationnelles et des contenus suspects en période électorale.

À la lecture des chiffres présentés dans cette note, vous comprendrez qu'ils traduisent des tendances préoccupantes, mais ne sauraient, à eux seuls, résumer la complexité du débat démocratique gabonais. Nous invitons donc les décideurs publics, les citoyens, et plus spécifiquement les professionnels des médias à considérer ces différentes analyses comme des points d'entrée pour une réflexion plus large sur la qualité de notre espace public informationnel.

Ainsi, chaque pourcentage dans cette note d'analyse représente des réalités humaines et politiques concrètes. Derrière les 65 % de désinformation par exemple, se cachent des *tentatives délibérées de manipuler l'opinion* ; derrière les 55 % d'émetteurs identifiés comme acteurs de la nouvelle majorité présidentielle, se jouent *des luttes d'influence complexes*.

L'objectif ultime n'est pas de dramatiser notre espace médiatique en période électorale, mais de *contribuer à outiller institutions, citoyens et médias*, afin que les processus électoraux futurs se déroulent dans un climat informationnel plus sûr, et plus propice aux choix éclairés.

[Handwritten signature]



Glossaire et notions

Désinformation¹: la désinformation est une information qui est fausse, et la personne qui la diffuse sait qu'elle est fausse. « C'est un mensonge délibéré et intentionnel, qui montre que les gens sont activement désinformés par des acteurs malveillants ».

Mésinformation : la mésinformation est une information qui est fausse, mais la personne qui la diffuse pense qu'elle est vraie.

Malinformation : la malinformation est une information qui se fonde sur la réalité, mais qui est utilisée pour porter préjudice à une personne, une organisation ou un pays.

KoboToolbox est une plateforme open-source et gratuite de collecte de données mobiles, largement utilisée dans l'action humanitaire, le développement et la recherche, permettant de créer des formulaires personnalisés (texte, chiffres, images, géolocalisation) pour des enquêtes sur smartphones ou tablettes, même hors ligne, et de gérer et visualiser ces données en ligne.

Archive.ph, aussi connu sous Archive.today ou Archive.is, est un service gratuit et rapide d'archivage de pages web qui capture une URL pour la conserver et la rendre accessible indéfiniment.

¹ La mésinformation, la désinformation et la malinformation



Résumé exécutif

Cette note d'analyse présente les résultats du dispositif de veille informationnelle¹ mis en œuvre par l'Association des professionnels de l'information et de la communication pendant les élections législatives² et locales au Gabon, qui ont eu lieu le 27 septembre 2025 pour le premier tour, et le 11 octobre pour le second. Pour produire **Echo électoral**, l'APIC Gabon a procédé à un appel à candidatures pour former 20 journalistes aux techniques de détection et de traitement des « rumeurs tracking » afin de collecter et de documenter les contenus suspects (fake news, discours de haine, mésinformation) observés durant cette période électorale.

L'analyse des données issues du logiciel KoboToolBox, révèle une prédominance de la désinformation, une circulation hybride des rumeurs en ligne et hors ligne, et des narratifs informationnels susceptibles d'affecter la confiance citoyenne dans le processus électoral. Ces informations collectées mettent en évidence un écosystème informationnel dominé par la désinformation politique de proximité. Sur le terrain, cela se traduit par des rumeurs locales, des soupçons de tricherie et surtout une certaine propagande d'alignement, plutôt qu'une désinformation au sens propre du terme.

Afin de rapprocher cette note d'analyse des informations collectées sur le terrain (hors-ligne), un score dit de viralité a été proposé, sur une valeur de 0 à 100. Le score ne mesure pas l'audience réelle d'une désinformation (faute de métrique), mais évalue sa capacité probable à se propager et à modifier ou influencer les perceptions. Ainsi, au cours de ces Législatives & Locales 2025, deux narratifs à forte viralité potentielle se sont dégagés :

1. Le premier : *ne pas voter pour les candidats du président de la République, c'est trahir le président*
2. Le deuxième : *les accusations de tripartouillage électoral* adossées à des audios et publications ayant circulé dans les réseaux sociaux.

Enfin, cette note d'analyse s'articule spécifiquement par une grille d'analyse des données récoltées et des recommandations opérationnelles pour les différentes cibles : citoyens, médias, Ministère de la communication et des médias et Haute Autorité de la Communication.

¹L'APIC outille les journalistes contre la désinformation

²Élections 2025 : le calendrier officiel des législatives, départementales et municipales dévoilé



Sommaire

- A propos de l'APIC Gabon
- Note aux lecteurs et aux utilisateurs de cette analyse
- Direction et équipe rédactionnelle
- Glossaire et notions
- Résumé exécutif

1 - Objectifs de la note d'analyse.....	8
2 – Méthodologie.....	8
• 2.1 : Périmètre et avantages du dispositif.....	9
• 2.2 : Limites et nuances nécessaires.....	9
3 - Rappel du contexte politique et institutionnel.....	10
4 - Législatives & locales : les acteurs de la désinformation.....	11
5- Cartographie des signalements de désinformation.....	12
• 5.1 : Nature des contenus diffusés.....	15
• 5.2 : Principaux canaux de circulation.....	15
6 - Score de Viralité Potentielle (SVP).....	16
7 - Impacts potentiels.....	18
• 7.1 : Une érosion de la confiance au dispositif électoral.....	18
• 7.2 : Un vote sous pression symbolique.....	18
• 7.3 : Une prise en otage de l'espace public par l'émotion.....	18
8 – Recommandations.....	19
• 8.1 : Pour les journalistes et rédactions.....	19
• 8.2 : Pour les citoyens : marquer un STOP.....	19
• 8.3 : Pour les Ministères et Institutions.....	19
Note de fin.....	20



1 – Objectifs de la note d'analyse

Cette note d'analyse a pour objectif de capitaliser et de structurer les données collectées tout au long de la période considérée, afin de produire une analyse documentée et rigoureuse des phénomènes de désinformation, de rumeurs et de manipulations informationnelles observées pendant les élections législatives et locales de 2025 au Gabon.

Les données collectées par les journalistes formés par l'APIC durant les élections législatives et locales de 2025 ont permis d'identifier et de catégoriser les principaux récits trompeurs, d'en évaluer les impacts sur la crédibilité du scrutin et la cohésion sociale, et de formuler des recommandations à destination des institutions, des médias et des citoyens, contribuant ainsi à un écosystème informationnel plus fiable et transparent en période électorale.

2 – Méthodologie

Le dispositif ayant servi pour rédiger cette note d'analyse repose sur une approche innovante combinant à la fois la contribution, acteurs de terrain que sont les 20 journalistes, préalablement formés aux techniques de détection des contenus à risque (fake news, discours de haine, mésinformation) et le recours à l'outil technologique (KoboToolBox), permettant de collecter des données en temps réel.

Ce choix méthodologique, déjà éprouvé dans plusieurs pays africains, présentait plusieurs avantages : une collecte de données structurée et accessible via un formulaire en ligne et hors-ligne comportant 15 champs d'analyse ; une géolocalisation précise des contenus pour localiser les grands centres de désinformation ; et une capacité de traitement des données en temps réel, en dépit des contraintes du réseau internet.

Ainsi, la combinaison de données quantitatives (fréquences de publication, score de viralité, etc.) et qualitatives (analyse contextuelle et locale, veille informationnelle) nous a permis de dépasser le simple constat pour identifier les logiques stratégiques à l'œuvre dans la désinformation en période électorale.



Pour la première fois, un collectif de journalistes formé et rassemblé autour d'une association des professionnels de l'information et de la communication offre aux Institutions, à la corporation et au grand public, une analyse d'une précision presque rare en période électorale pour le contexte gabonais. Cette note d'analyse présente à la fois les dynamiques en ligne, qui représentent 60 % des cas étudiés, et hors-ligne 40 %, permettant de comprendre comment les rumeurs naissent dans les meetings (lieux physiques) avant de se diffusés/ou avant de se répandre sur la toile (via les réseaux sociaux).

Enfin, l'outil KoboToolBox, solution adaptée aux zones à faible connectivité, s'est révélée salvateur, permettant une collecte même dans des localités éloignées et présentant des taux d'accès limités à l'internet mobile.

En dépit de l'outil technique et de la qualité du travail réalisé par nos journalistes contributeurs, cette note d'analyse comporte des limites qu'il importe de reconnaître. Le taux de réponse variable (35 % des données détaillées selon les champs du formulaire déployée en ligne) reflète des réalités du terrain en période électorale au Gabon : un temps limité, un accès difficile à certaines informations et surtout une prudence des sources consultées.

Enfin, l'approche de cette analyse repose nécessairement sur une observation professionnelle des journalistes, pouvant conduire à une subjectivité certes maîtrisée, mais relativement présente.

3 – Rappel du contexte politique et institutionnel

Législatives & locales 2025, un enjeu de légitimité post-présidentielle

Les élections législatives et locales 2025 interviennent après la séquence de la Présidentielle du 12 avril 2025, qui a vu l'élection de Brice Clotaire Oligui Nguema (94.85 %) à la tête du Gabon. Porté par une plateforme fédératrice, le Rassemblement des Bâisseurs, le président élu a créé, le 5 juillet de la même année, l'Union Démocratique des Bâisseurs (UDB)³, pour présenter des candidats aux élections Législatives et Locales.

S'inscrivant dans la continuité d'une transition ouverte après le coup de "libération" du 30 août 2023 et prolongée par une séquence de refondation institutionnelle, ces législatives et locales ont constitué une étape majeure de la période de transition.

Les analyses publiques et articles de presse ont décrit ces scrutins comme un test⁴ de légitimité et de cohésion nationale, venant parachever la mise en place de la Ve République, dans un contexte d'attentes fortes sur la transparence, la gouvernance de proximité et la décentralisation.

Dans ce contexte électoral servant à installer durablement des institutions, le pays a été, comme c'est souvent le cas en période électorale, exposé à une intensification des rumeurs, manipulations, voire fausses informations.

³Gabon : Oligui Nguema lance l'Union démocratique des bâtisseurs, son parti politique

⁴Législatives et locales 2025 : l'UDB va-t-elle batailler contre ses propres alliés ?



4 – Législatives & locales : les acteurs de la désinformation

Qui est perçu comme émetteur ?

Au Gabon, il est fréquemment observé qu'en période électorale, une floraison d'acteurs s'active pour défendre leur candidat. Selon les intérêts de chacun, le champ d'action et les stratégies utilisées par ces derniers demeurent variés et les messages aux allures de propagandes occasionnent souvent des incompréhensions.

Sans nécessairement rentrer dans des détails et comparaisons spécifiques, les informations collectées par nos journalistes permettent de dresser le tableau suivant des principaux acteurs de la diffusion des fausses informations durant la période considérée :

Plateforme/émetteur	Pourcentage
Acteur politique de la galaxie présidentielle	50%
Société civile	15%
Candidats indépendants	15%
Membre d'une communauté	10%
Leader religieux	5%
Mouvements politiques	5%

À l'analyse de ces informations, nous constatons que le signal le plus marquant est la présence d'une désinformation dite d'influence, provenant ou attribuée à des acteurs liés à la nouvelle majorité présidentielle (50 %). Autrement dit, l'indicateur le plus important chez ces acteurs de la désinformation est institutionnel. Et ce n'est pas seulement un enjeu antisystème, mais un risque lié à la compétition électorale elle-même, où l'argument d'autorité candidats du président était devenu une pression symbolique sur le vote.

La perception que des contenus non avérés proviennent d'acteurs proches du pouvoir renforce l'idée d'un jeu truqué chez certains, et peut aussi normaliser des pratiques de propagande chez d'autres.



5- Cartographie des signalements de désinformation

Où et comment les informations ont été collectées ?

Géographie de la désinformation observée lors des législatives & locales 2025



Type de collecte | **60 %** en ligne et **40 %** hors-ligne



Dans notre cartographie de la désinformation lors de la période électorale, c'est la province de la *Ngounié* qui arrive en tête de l'échantillon (40 %), suivi de l'*Estuaire* (25 %), du *Woleu-Ntem* (10%), du *Moyen-Ogooué* (10 %), de l'*Ogooué-Lolo* (10 %) et de la *Nyanga* (5 %).

Les résultats de la Ngounié s'expliquent d'abord par l'intensité de la compétition électorale dans cette province, en particulier dans le département de la Dola. Celui-ci a constitué l'une des principales attractions médiatique et politique de ce scrutin, en raison du duel⁵ hautement symbolique opposant Mays Mouissi (secrétaire de l'UDB) à Yves Fernand Manfoumbi (cacique du PDG), deux figures incarnant des héritages politiques distincts, mais également des réseaux d'influence ancrés localement.

Perçue comme un test de crédibilité et de force entre l'UDB, nouveau parti présidentiel, et le PDG, formation historique, cette confrontation a généré une surproduction informationnelle, où rumeurs, accusations de fraude et discours de délégitimation ont circulé avec une intensité notable sur les réseaux sociaux.

L'Estuaire (25 %) arrive en deuxième position, du fait de son statut de centre politique et médiatique national. La majorité des contenus documentés dans cette province a concerné des discours institutionnels détournés et des rumeurs de coulisses liées à la haute administration, très souvent diffusées via des canaux à la fois en ligne et hors ligne.

Les provinces du Woleu-Ntem, du Moyen-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo (chacune 10 %) présentent des profils plutôt contrastés :

- Woleu-Ntem : il en ressort plus de mésinformation, résultat d'une méconnaissance des processus électoraux plutôt qu'à une volonté délibérée de nuire.
- Moyen-Ogooué : on observe des conflits locaux amplifiés et des accusations personnelles entre candidats, ayant circulé lors de rencontres communautaires.
- Ogooué-Lolo : la province où le PDG a vu le jour, a été le terrain de propagande à forte charge psychologique, illustrée par des déclarations assimilant le vote contre l'UDB à une « trahison » envers le président.

⁵Législatives 2025 : le duel Mays Mouissi – Fernand Manfoumbi confirmé

Enfin, la Nyanga (5 %) représente le plus faible volume de signalements, ce qui peut indiquer une *campagne moins clivante* et, potentiellement, une *couverture médiatique moindre* dans cette province.

Les résultats de cette cartographie permettent ainsi de nuancer notre analyse : ils démontrent que les *formats* et les intentions derrière la diffusion de fausses informations varient selon le contexte socio-politique de chaque province. Dans l'Estuaire, *les rumeurs semblent être plus sophistiquées*, tandis qu'à l'intérieur du pays, on privilégie des discours directs ancrés dans les réalités et les tensions locales. Et à ce moment, la manipulation de l'information appelle à une réponse adaptée à chaque arène politique.



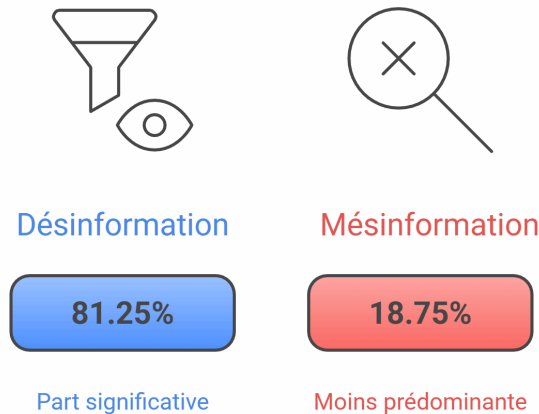
Législatives 2025 : le duel Mays Mouissi - Fernand Manfoumbi confirmé | Gabonmediatime.com | Actualités Gabon

Politique Gabon | C'est un duel fratricide qui se jouera dans la Dola à l'occasion des élections législatives du 27 septembre 2025

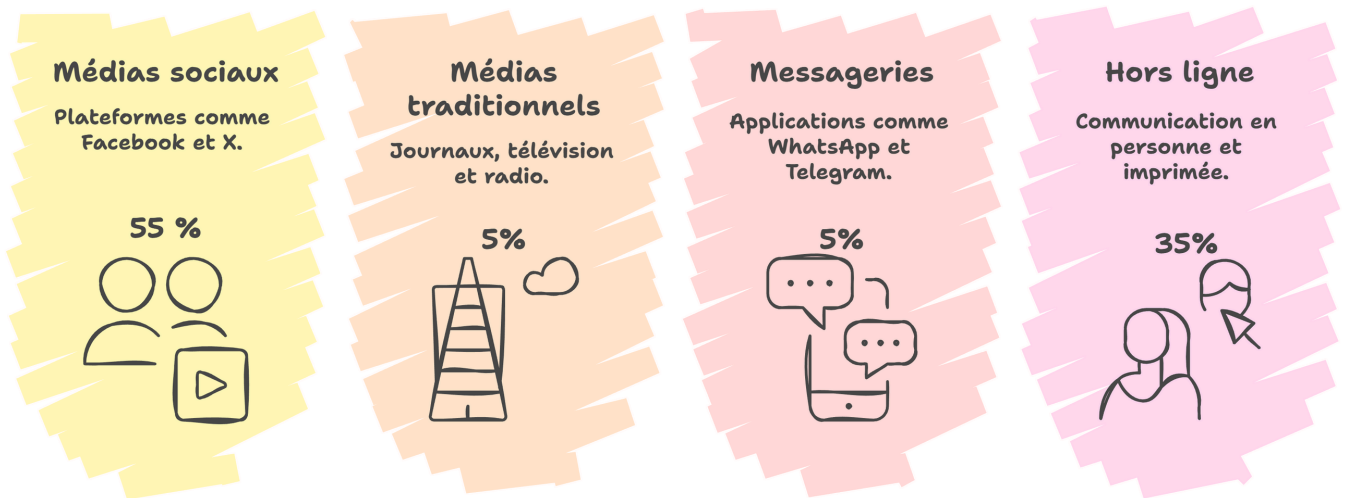
Gabon Media Time / Aug 20, 2025

Publication du média en ligne GabonMediaTime

5.1 – Nature des contenus diffusés



5.2 – Principaux canaux de circulation



La nature des contenus partagés pendant cette période est majoritairement la désinformation avec 81.25 %, devant la mésinformation qui compte 18.75 %, sans aucun contenu de discours de haine. Les données sur la désinformation montrent surtout une instrumentalisation visant à orienter un vote ou à discréditer un adversaire.

Les réseaux sociaux (Facebook, TikTok, etc.) constituent le premier canal de circulation (55 %), suivis des dynamiques hors ligne (35 %). Le hors-ligne (réunion politique, rumeurs) reste important dans cette période. Or, ce qui circule hors ligne est souvent plus difficile à contredire publiquement (sources floues, contexte social, contexte émotionnel, etc.), puis semble être amplifié en ligne via des captures, des audios et des textes.



6 – Score de Viralité Potentielle (SVP).

Comme signifié dans notre résumé exécutif, nous avons, pour des besoins d'analyses, mis en place un score de viralité potentielle établie sur une échelle de 0 à 100. Celui-ci nous a permis de classer les différents narratifs issus des données textuelles récoltées pour prioriser leurs vérifications.

Sur le principe, notre SVP répond à la règle des 5 W (Qui ? Quoi ? Où ? Quand ? Pourquoi ?), qui constitue la règle fondamentale pour donner une information en journalisme. Pour l'enrichir, nous avons associé à ces questions fondamentales, quelques déterminants à savoir :

1. Le **canal d'émission du message** (réseaux sociaux, hors ligne, médias)
2. La **nature de la source** (acteur politique/leader religieux > communauté > anonyme)
3. La **gravité institutionnelle** (est-ce une mise en cause du dispositif électoral, des résultats, des commissions ou autres ?)
4. La **charge émotionnelle/morale** (l'information, constitue-t-elle une trahison, une honte, une indignation, etc.)
5. **L'élément de preuve** prétendue est-ce un audio, une capture ou un document (même non vérifié)
6. **L'appel à l'action** (incite à voter, boycotter, attaquer, dénoncer, etc.)

NB : faute de métriques de diffusion, ce score n'est pas un taux de partage. Il indique une capacité probable à devenir viral. Le tableau ci-dessous présente les résultats de notre SVP.

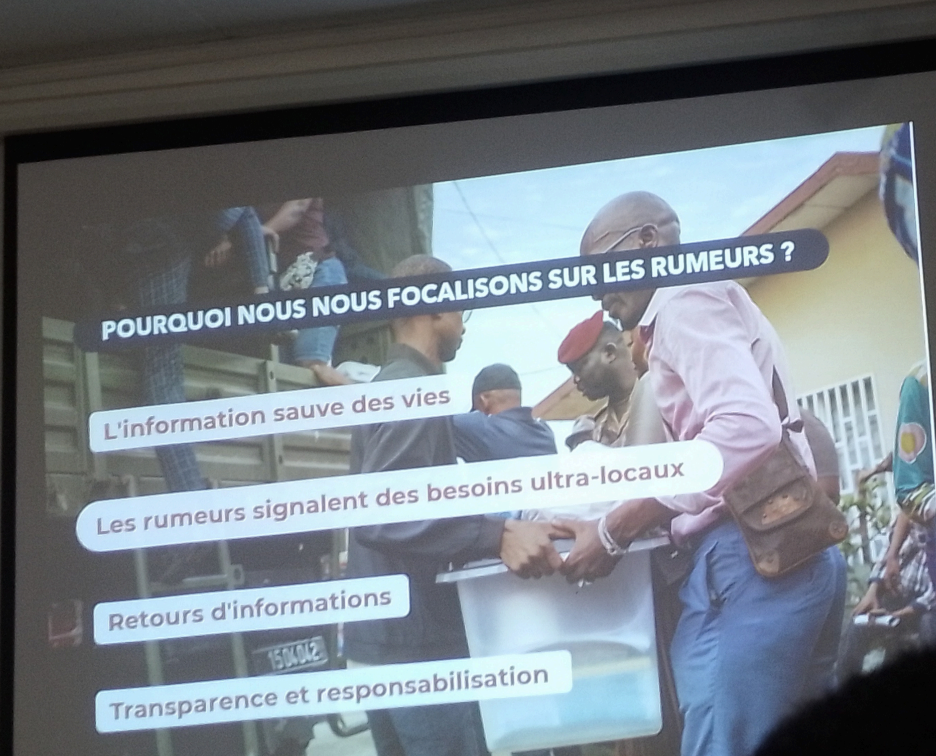




Tableau de classement des principaux narratifs (issus des exemples textuels)

Narratif	Typologie	SVP	Pourquoi ce score (facteurs dominants)
<i>“Ne pas voter les candidats du président, c’est trahir le président”</i>	Propagande / désinformation	82	Pression morale, confusion État/Parti; Forte simplicité mémorisable pour appeler au vote, voire l’influencer
<i>“Tripatouillage électoral”</i>	Désinformation	78	S’attaque à la crédibilité du scrutin
<i>“Détournement de fonds (accusation)”</i>	Désinformation	66	Corruption présumée, indignation sélective, ancrage local.
<i>“Tentative de tricherie entre candidats” (accusation)</i>	Désinformation	58	Peut avoir un impact sur le lieu du vote
<i>“Chaque candidat doit être accompagné de son épouse (audio)”</i>	Mésinformation / manipulation	52	Commérage politique : viralité moyenne mais nuisible pour la réputation
<i>“Attribution de projets publics à un candidat”</i>	Mésinformation	41	Effet cumulatif sur la confiance locale
<i>“Soins à l’indigénat après la défaite (signalé faux)”</i>	Fake news	27	Potentiel comique



7 - Impacts potentiels

Pour rappel, l'analyse de l'impact constitue une étape d'interprétation qui consiste à aller au-delà de la simple description des données présentées précédemment pour en extraire le sens, les implications et la valeur ajoutée. Elle questionne donc l'importance de ceux-ci tout en démontrant leurs impacts dans le processus électoral.

7.1 - Une érosion de la confiance au dispositif électoral

Les narratifs de fraude et d'arrangements (même au conditionnel) ont contribué à fragiliser le pilier central du scrutin. Plusieurs rumeurs et fake news ont alimenté les débats en ligne et hors-ligne. Dans cet angle, nous pouvons citer quelques faits :

- **2000 procurations supposément acquises** par Monsieur Mays Mouissi dans la Dola, une allégation grave, mais non vérifiée officiellement.
- **Une somme de 500 millions de FCFA distribuée dans la Dola** pour influencer le vote : rumeur relayée par la presse, mais non prouvée.
- **Des candidats se sont plaints de leur faible présence dans les médias**, renforçant le sentiment d'inégalité de traitement.

7.2 - Un vote sous pression symbolique

Le narratif de « ***ne pas voter les candidats du président, c'est trahir le président*** » a été particulièrement relayé. Cet argument ne cherchait pas seulement à convaincre, il requalifiait moralement le choix électoral comme un acte de loyauté envers le président élu. Ce biais cognitif a eu pour effet de susciter :

- Le vote par contrainte (la peur d'être identifié contre) ;
- Un alignement opportuniste à la nouvelle tendance politique (UDB) ;
- Une réorientation du débat (enjeux locaux remplacés par l'allégeance).

7.3- Une prise en otage de l'espace public par l'émotion

La structure "***on a un audio / on sait / on a des preuves mais...***" est un mécanisme classique d'amplification : l'absence de preuve devient paradoxalement un carburant ("si c'est caché, c'est que c'est vrai"). Cela surcharge les rédactions et affaiblit la capacité citoyenne à hiérarchiser le vrai.



8 – Recommandations

À la lumière des constats précédents, les recommandations suivantes sont proposées pour renforcer la résilience de l'écosystème informationnel gabonais en période électorale :

8.1 – Pour les journalistes et rédactions

1. **Ne pas reprendre une accusation de fraude sans préciser le statut** (allégation non vérifiée, source non-disponible)
2. **Exiger la preuve** : un "audio" non-public n'est pas une preuve ; c'est un signal à vérifier.
3. **Traiter la désinformation comme un sujet**, pas comme une rumeur à relayer
4. **Limiter la nominativité dans le public** : privilégier la typologie et l'enjeu, réserver les détails sensibles à un canal institutionnel.
5. Tracer les canaux : où, quand et comment circule le contenu

8.2 – Pour les citoyens : marquer un **STOP**

Source : qui parle ? Quelle légitimité ?

Trace : existe-t-il une preuve consultable (document, audio, vidéo complète) ?

Objectif : que cherche-t-on à provoquer (vote, colère, haine, boycott) ?

Partage : si doute : ne pas partager ; signaler à un média, journaliste.

8.3 – Pour les Ministères et Institutions

- **Mettre en place un dispositif conjoint de veille et d'intégrité informationnelle** (Ministère–HAC–journalistes) : tri des rumeurs, réponse coordonnée en 24–48 h.
- **Établir un protocole de preuve** : quand une rumeur vise une procédure électorale, publier immédiatement l'élément vérifiable (texte de procédure, chiffres, calendrier, voie de recours).
- **Prévenir le risque de discours de haine** : même si les exemples textuels ne détaillent pas des cas signalés, le discours de haine impose une doctrine claire : tolérance zéro pour l'incitation à la violence et la stigmatisation, un mécanisme de signalement accéléré et des formations continues des radios communautaires et animateurs sur cette notion.



Note de fin

Organisées dans le prolongement de la présidentielle du 12 avril 2025, les élections législatives et locales de 2025 ont constitué un moment décisif de consolidation de la Ve République et de légitimation du nouvel ordre institutionnel issu de la Transition.

Cette première compétition électorale post *coup de libération* s'est accompagnée d'une intensification notable des dynamiques d'information/désinformation, confirmant que cette compétition électorale s'est jouée autant sur le terrain politique que dans l'espace informationnel.

La note d'analyse *Echo électoral*, issue d'un dispositif mis en place par l'APIC Gabon, et rendue possible grâce à l'implication de 20 journalistes bénévoles, met en évidence un écosystème informationnel en période électorale dominé par une désinformation politique de proximité, largement véhiculée par des acteurs perçus comme proches de la nouvelle majorité présidentielle. Elle révèle plusieurs narratifs dont l'impact sur le processus électoral a contribué, quelques fois, à déplacer le débat démocratique des enjeux locaux vers une logique d'allégeance symbolique, exerçant une pression morale sur l'électeur.

Une des leçons tirées de l'expérience d'Écho électoral est que l'intégrité du scrutin ne se mesure plus uniquement à la régularité des opérations électorales, mais aussi à la qualité de l'environnement informationnel dans lequel s'exerce le choix du citoyen.

Enfin, cette première expérience de veille informationnelle citoyenne démontre la nécessité d'un dispositif permanent et coordonné associant journalistes, régulateur et société civile, afin de protéger l'intégrité du débat démocratique face aux manipulations d'influence.



MON 100% G4

+241 02 66 67 35, +241 02 74 32 1...



Après le match de lutte acharnée idéologique qui a opposé sur le terrain de la Dola deux acteurs de renom: L'un d'eux a été transporté à MATAMATSENGUE chez les pygmées où il suit des soins intensifs indigènes. Jusqu'au moment où nous émettons, nous apprenons qu'il est toujours sous bain à vapeur (ifoulou) et les phytoterapeutes suivent de près l'évolution de son état.

*Image hors-contexte partagé
dans un groupe WhatsApp*